



ADQ p. 3

Le résumé d'une imposture ou le programme du «nouveau» parti...



Pierre Vallières p. 7

Le côté missionnaire de notre frère Vallières



Environnement p. 8

Le commerce de bois précieux menace les dernières canopées forestières

Le Couac

Un drôle d'oiseau

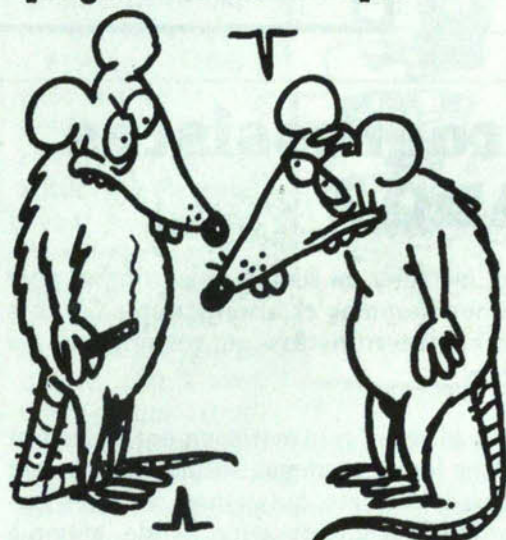
Vol. 5 • n° 10

Juillet 2002

3,50\$



Dumont nous a piqué notre programme économique



S'il nous a volé quelque chose, c'est que c'est un vrai néolibéral...

L'ADQ et la révolution conservatrice

Vadeboncoeur en connaît un rayon...

Mais à trop regarder du seul côté de Duplessis et de Bourassa, on s'installe au cœur de la manipulation de l'image, là où l'ADQ excelle précisément. Si on veut chercher des analogies qui n'ocultent pas la part d'idées très actuelles de ce parti, il faut cesser de tourner les yeux du côté de l'inculture et de l'autoritarisme de Duplessis et des attermolements et des retournements de Bourassa. Il faut plutôt chercher du côté de la scène internationale actuelle telle qu'elle se dessine avec le triomphe arrogant du néolibéralisme. Cette politique du laisser-faire, élevée depuis Reagan et Thatcher en seul mode possible de réussite de la pensée politique, conçoit en fait ses supposés acteurs comme des marionnettes au simple service d'idées économiques tracées d'avance. Ainsi découvre-t-on que, loin de représenter une force nouvelle, les politiques aux dents longues de l'ADQ ne représentent tout au plus qu'une continuation locale d'un mode de domination international qui, tant sous Chirac, Blair ou W. Bush, a eu pour conséquence de faire de

citoyens en plein désarroi de la simple chair à patron.

L'Alliance canadienne a plus ou moins fermé ses bureaux au Québec. Cela n'a choqué personne. Que l'ADQ, au même

Loin de représenter une force nouvelle, les politiques aux dents longues de l'ADQ ne représentent tout au plus qu'une continuation locale d'un mode de domination international

moment, en ouvre un peu partout au Québec devrait cependant inquiéter.

En face de pareille révolution conservatrice, que faire? Les choix possibles sont fort minces. On se trouve devant des partis plus anciens qui, de plus en plus, en lieu et place de toute politique, se contentent d'habiller leurs retournements continuels d'un verbiage au goût du jour, au goût de la petite science poli-

tique de fond de département comme de celui d'une certaine forme de journalisme voué avant tout à la constitution d'une opinion qui légitimise ses artisans. Dans pareil carcan politique, voter n'est peut-être jamais apparu aussi peu adapté à traduire l'intérêt du plus grand nombre. Le vote, plus que jamais, institutionnalise la passivité et le désarroi individuel devant un système politique qui présente des horizons de plus en plus nivelés. La légalité du vote individuel, élevée en principe de vérité politique, massacre ainsi la légitimité de l'intérêt du plus grand nombre.

Pour que se resaisisse pareille société vouée, en définitive, au seul laminage électoral, il faudrait d'abord que les intellectuels, les mouvements communautaires, les syndicats et les divers responsables sociaux cessent d'obéir à l'actuel jeu débile du positionnement dans le jeu électoral pour se consacrer à rebâtir une véritable force critique sur laquelle pourra reposer l'intérêt commun. Le changement, ce pourrait donc être cela, avant tout. Et ce serait déjà beaucoup pour contribuer à se débarrasser de toutes les engeances du type Mario Dumont.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Laforest et Dufour au service de Dumont et compagnie

La révolution par en arrière

«On peut quelquefois faire appel à des compétences», disait de Gaulle avec un indéfinissable sourire. Quelquefois. Des compétences. Faire appel. On peut. Et le Général continuait de sourire...

Christian Dufour n'est pas rien. Politologue. Professeur à l'ENAP. Conseiller politique public à l'instar de Léon Dion qui lui aussi, naguère, éclairait par en avant la réaction en lui traçant des voies nouvelles qui étaient en tout point comme les anciennes.

M. Dufour, comme M. Guy Laforest, éclaireurs tous deux de la révolution par en arrière, ce qui revient au même, s'ébahit des nouveautés de Mario Dumont et de son parti. «À droite, mais pas dogmatiques», dit-il d'eux. Pas d'enlèvement «dans des débats futiles».

Voyons cette droite. Voyons ces débats futiles.

Primo, «s'être positionnés en dehors du clivage fédéraliste-souverainiste». Enfin des gens pour n'être ni l'un ni l'autre! Ou bien pour être les deux en même temps, comme M. Laforest, selon son propre aveu.

Secundo, par voie de conséquence, la réapparition des «débats SOCIAUX». Lesquels?



Christian Dufour, comme Guy Laforest, sont des éclaireurs de la révolution par en arrière qui s'ébahissent des «nouveautés» de Mario Dumont et de son parti.

– Le taux d'imposition uniforme. Fini de faire payer proportionnellement davantage les riches.

– La privatisation partielle de la médecine. La médecine à deux vitesses, une pour les riches, une pour les autres.

– La sous-traitance des services non médicaux dans les hôpitaux. Plus généralement, l'abolition des «monopoles syndicaux». Donc pour autant la paupérisation et la précarisation de la main-d'oeuvre.

– La hausse des frais de scolarité. Donc la sélection plus accusée des étudiants selon la capacité de payer.

– La réduction radicale de la fonction publique. On a parlé de 25%.

– La réduction accentuée des impôts, par conséquent celle du social.

Dumont et l'ADQ, dit Dufour, «incarnent le changement au niveau des valeurs». Il doit sans doute vouloir parler des valeurs mobilières.

PIERRE VADEBONCOEUR

André Pratte

Tête d'oiseau

Les journaux sont-ils libres, se demande André Pratte en page éditoriale de *La Presse* (23-06). Chez CanWest Global, déplore-t-il, on congédie à qui mieux mieux de pauvres journalistes qui ne suivent pas docilement la ligne du journal. Pas de danger que de pareilles choses arrivent à *La Presse*. En effet, observe le bon Pratte, dès 1972, *La Presse* a jugé bon de produire une charte où elle proclame que le journal «est indépendant de toute formation ou de tout parti politique. Aucun gouvernement, aucune puissance financière, aucun groupe ni aucun individu ne le fera dévier de sa mission première, qui est d'informer le lecteur honnêtement et le plus complètement possible». Informer... Indépendance... Honnêteté... Qui en eût douté? Nul autre que Pratte: en 1998, à l'animatrice Anne-Marie Dussault de *Télé-Québec*, il déclarait «qu'il faut être fédéraliste pour être columnist à *La Presse* et que ses journalistes doivent être prudents lorsqu'ils traitent de Power Corporation, le propriétaire du journal» (*Le Devoir*, 16-05-1998).

Éprouvé

Le 17 juin, notre incomparable camarade Pierre Falardeau est frappé deux fois plutôt qu'une par l'adversité: augmentation du prix des cigarettes et élection de trois députés pour l'ADQ. Ça l'a figé: pas de texte de lui dans ce numéro!

Bonhomme sept heures

Mario Roy profitait du congrès de fondation de l'Union des forces progressistes du Québec pour ridiculiser la gauche, en ironisant sur «la bonne vieille mondialisation néolibérale qui après sept heures le soir, sert à faire peur aux enfants». (*La Presse*, 18-6) Ça c'est pour les envoyer au lit, Mario. Aux repas on leur dit: mange tes brocolis, sinon ton cerveau ne se développera pas normalement et tu seras aussi con que Mario Roy quand tu seras grand.

Le pape à Toronto

Toujours vivant!

Le gouvernement américain affirme que Ben Laden serait toujours vivant. Remarquez que l'Église catholique affirme la même chose du pape...



Boules à mites

À la une du *Devoir* du 18 juin, sous la plume de Caroline Montpetit, on apprend que Jacques Attali, claxon à bêtises, est rien de moins qu'un «débouleur de mythes». On aurait pu ajouter que c'est un plagiaire, un vendeur d'armes, un conseiller pour plusieurs régimes dictatoriaux et un héros de notre cher Jacques Godbout (Voir *Le Couac*, mai 2002)



Une leçon bien méritée pour le PQ

QUATRE COMTÉS de ministres, un seul est sauvé, grâce à un candidat, Stefan Tremblay, qui a à plusieurs égards un profil ADQ: la jeunesse, le charme et un don pour l'improvisation: son coup célèbre du fauteuil qu'il emportait avec lui hors du Parlement.

Un dur coup pour Bernard Landry, plus encore que pour le Parti québécois qui peut survivre à toutes les défaites. C'est bien connu, les partis sont des mangeurs d'hommes. Le tableau a quelque chose de pathétique. Landry, tous le reconnaissent, est un homme de bonne volonté. Il essaie très fort de bien servir le Québec, surtout dans son principal domaine de compétence, l'économie. Peut-être ne s'intéresse-t-il pas assez à d'autres domaines, notamment la culture, y compris la langue.

Mais Landry est maladroit. Il a raté son remaniement ministériel, en gonflant plutôt qu'en resserrant le nombre de ministres. Involontairement ou non, il a provoqué la démission des Chevrette, Brassard et Cliche. Il se fait prétentieux et parle de confédéralisme à l'européenne à un peuple qu'il veut retirer d'une confédération (fausse, bien entendu, mais cela relève de colloques savants plutôt que de politique concrète).

SOYONS JUSTES: plus que Landry, le Parti québécois est lui-même responsable de son mauvais score. Sauf pour le bref passage de Jacques Parizeau à sa tête, le parti a toujours été hésitant sur la souveraineté, à l'exemple de son fondateur René Lévesque. Jean-François Bertrand mobilisait naguère un congrès pour extirper du programme le mot «indépendance». Les militants, bon gré mal gré, ont dû défendre le «beau risque» et l'«affirmation nationale». À chaque tournant de la conjoncture, le «bunker» se demande si le chef doit parler de souveraineté, comme si celle-ci, raison d'être du parti, était honteuse. Si les souverainistes ne croient pas à la souveraineté, l'électeur, fatalement, s'en détourne.

Même indécision quant à savoir si le parti est social-démocrate. À cet égard aussi, il est assis entre deux chaises. Il n'arrive pas à réconcilier, dans ses rangs, les durs et les mous.

Les adversaires de l'ADQ ont beaucoup critiqué son programme. C'est en effet un recyclage d'idées disparates. Mais devant les tergiversations péquistes et le vide libéral, on comprend que l'électorat soit séduit par la jeunesse et la nouveauté. Comme d'autres époques, la nôtre adore les modes. Super-Mario est à la mode. L'ADQ est une invention québécoise. Elle a le mérite de n'être pas l'émanation d'un parti fédéral. Donnons, au moins pour quelques mois, la chance au coureur.

Quoi qu'il en soit, le résultat des quatre partielles n'est en aucune façon une victoire du fédéralisme. La déconfiture libérale en témoigne. Le Québec suit son destin. Il n'est pas téléguédé par Ottawa.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Pape World Tour 2002 - Toronto Spectacle d'adieu, mais toujours aussi populaire auprès des jeunes!



On s'en fout

Le Canadien a repêché trois nouveaux joueurs.

Sauf mais pas Saint

La Cour suprême des États-Unis a jugé que l'exécution des attardés mentaux n'était pas conforme à la Constitution, notamment en vertu du 8^e amendement qui interdit les «châtiments cruels et inhabituels». Georges Bush peut donc continuer sa carrière de débile sans crainte. On ne lui réservera pas le sort des dizaines de prisonniers qu'il a fait exécuter au Texas.

L'Union des Forces Progressistes plutôt que l'ADQ?

IL Y A AU Québec en ce moment un vacuum politique qui est un cadeau du ciel pour Mario Dumont et les arrivistes de sa tribu. La déconfiture du PLQ et du PQ aux dernières élections partielles est telle que même les adéquistes semblent pris au dépourvu par leur triple victoire. Les électeurs seraient-ils dupes au point de ne pas voir la supercherie? Au point de ne pas comprendre que ces gens-là ne vont pas travailler pour eux, mais encore une fois pour une clique d'infatués à peine un peu moins ridés que les autres? Difficile à dire...

Pourtant, la veille de ces partielles avait lieu le congrès de fondation de l'Union des Forces Progressistes (UFP), une association de petits partis de gauche qui semblent avoir enfin compris que seule leur union sortira la gauche de la marginalité. Le programme de l'UFP parle d'ailleurs de lui-même et fait ressortir encore davantage les positions rétrogrades de la droite adéquiste (voir l'article en page 3). En voici quelques grandes lignes:

- L'UFP se positionne résolument contre la mondialisation néolibérale et rejette les traités de l'ALÉNA et de la ZLÉA;

- L'UFP veut mettre en place un revenu de citoyenneté universel au-dessus du seuil de la pauvreté et veut hausser le salaire minimum à 8.50 \$/hre, tendant vers le 10 \$/hre à court terme, avec indexation;

- L'UFP veut donner la priorité totale au transport public et aux énergies éoliennes et solaires, à l'application du protocole de Kyoto, à l'instauration d'un moratoire sur l'industrie porcine et sur la mise en marché des nouveaux OGM (en plus de l'étiquetage obligatoire des OGM existants);

- L'UFP veut instaurer un scrutin proportionnel avec parité femmes/hommes et abolir toutes les lois répressives «anti-terroristes» qui restreignent les droits civiques;

- L'UFP veut faire un réinvestissement massif et immédiat dans les programmes sociaux notamment dans les services de santé, qui permettra l'accès gratuit aux garderies et à l'éducation laïque, même à l'université;

- L'UFP veut aussi la semaine de travail de 35 heures, tendant vers 32 à court terme, sans baisse de revenu et avec une création d'emploi compensatoire;

Sur l'épineuse question de l'indépendance, on peut résumer la position de l'UFP en disant qu'elle veut simplement «remettre les bœufs devant la charrue», c'est-à-dire considérer l'indépendance comme un moyen parmi d'autres de favoriser l'émancipation des individus et la justice sociale.

Trop beau pour être vrai? Trop d'écueils à l'horizon dans les coulisses du pouvoir? Trop d'expériences similaires avortées? Ce sain scepticisme serait de mise si la population n'avait pas exprimé lors des deux dernières élections complémentaires une soif de changement qu'on n'avait pas vue depuis longtemps au Québec. Or à défaut de prendre le pouvoir aux prochaines élections, l'UFP pourrait sans doute, si elle réussit à percer l'indifférence bien orchestrée des grands médias, devenir un outil d'éducation politique important. C'est la grâce qu'on pourrait leur souhaiter.

BRUNO DUBUC

COURRIER DES LECTEURS

Pauvreté de Landry

Comme les élections s'en viennent, le gouvernement Landry dépose un projet de loi sur un Revenu de Solidarité dont pourraient bénéficier (sous certaines conditions, on s'en doute bien) les individus et les familles pauvres. Cette aide varierait entre 10 600\$ pour une personne seule et 12 000\$ pour une famille biparentale avec deux enfants.

M. Landry veut également créer un conseil consultatif sur la pauvreté ainsi qu'un observatoire sur le sujet. Il est aussi possible qu'il décrète le transport en commun gratuit pour les personnes pauvres ainsi que l'accès aux loisirs et aux vacances. Le projet ne débiterait que le printemps prochain.

Bien sûr, le gouvernement Landry est sans doute davantage motivé par la crainte de

perdre les prochaines élections que par la bonté d'âme. Cependant, je trouve triste l'idée que ce projet pourrait ne pas voir le jour si le PQ est supplanté par un autre parti. Ce n'est pas mon genre de faire la promotion d'un parti, surtout lorsqu'il se prétend de gauche pour agir à droite mais pour une fois que la pauvreté fait les manchettes dans le cadre d'une campagne sous la forme d'un projet spécifique...

Zelda,
Montréal

Le temps presse

J'aime vos articles, ils éveillent ma conscience. Mais je sens qu'il est temps d'agir! Le temps presse!

Je viens d'apprendre hier à la télé qu'un nouveau parti est né: l'UFP. C'est merveilleux!

André Hamel,
Sherbrooke

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Pour nous rejoindre, le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal fera l'affaire: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

► PLOGUES

L'enfer d'hier et d'aujourd'hui

Entre les films à scandale faciles et les blockbusters insipides de l'été, *Amen.*, de Constantin Costa-Gavras nous rappelle que le cinéma peut encore nous aider à réfléchir sur le monde. Devant l'horreur planifiée des camps, un SS allemand tente d'alerter le pape Pie XII mais se heurte au silence complice du Vatican. Inspirée d'une histoire vraie, cette fiction nous ramène en pleine face d'autres persécutions autrement plus actuelles. Celle du peuple palestinien que l'on continue d'ignorer n'étant certainement pas la moindre. À voir dans divers cinémas au Québec, donc Ex-Centris (Montréal).

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 28\$ + taxes = **32,20\$**
- Abonnement de deux ans: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 220\$ + taxes = **253,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: **46\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 129 Succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 1V0
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef de ce numéro: Bruno Dubuc, David Ledoyen.

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Olivier Cyran, Sara-Emmanuelle Duchesne, Clôde de Guise, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, CJ, Michelle Loslier, François Patenaude, Aude Ribis, Michel Rioux, Siné, Pierre Vadeboncoeur.

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Honore, Luz, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: Marguerite Binette

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



L'insoutenable légèreté de l'être québécois

L TOMBAIT des cordes ce dimanche 16 juin et rien ne se passait qui aurait pu être vu comme une quelconque percée de lumière dans ce ciel trop bas et trop gris. Il y a de ces jours comme ça.

Ce 16 juin, en France, on avait voté comme aux USA, 17 millions de citoyennes et de citoyens s'étant abstenus: 40 pour cent de l'électorat. Et la droite, morte de rire, était passée comme une balle. Comme cette balle, en fait, que s'étaient tirée dans le pied le peuple de gauche quand que le batifolage électoral avait remplacé l'analyse rigoureuse au premier tour des présidentielles. Cinq ans de droite mur à mur. C'est ce qui attend maintenant nos cousins. C'est le prix à payer pour avoir voulu nous faire croire qu'il se trouvait quelque chose comme onze pour cent de trotskistes dans l'hexagone.

Ce 16 juin, au Québec, c'était la veille des partielles dans quatre comtés. C'était la journée où était fondée l'Union des forces progressistes. Et c'était la journée où on fêtait, à Ottawa, le cinquantième anniversaire de la canadianisation de la fonction de gouverneur général. Ce 16 juin, le petit Dumont était toujours présenté comme en montée par une faune journalistique qui, de sondages en vox populi, se complait à se forger une opinion. Si ce n'était que sa propre opinion qu'elle forge ainsi, passe encore. Mais tous ceux qui s'écrient, quand il ne cesse de pleuvoir: « Mais que fait le gouvernement? », s'estiment suffisamment informés pour décréter qu'il faut du

changement. Que ce changement adéquate soit la copie conforme des politiques les plus droitières des républicains des USA, peu leur chaut. Ils auront tout leur temps pour regretter les

Ce 16 juin, Radio-Canada diffusait en direct un spectacle encore une fois tout entier consacré au Canada building, projet pharaonique auquel des millions sont consacrés impunément. En 1975, un



garderies à cinq dollars, pour maudire les bons d'éducation, pour tenter d'arrêter la médecine à deux vitesses et pour se mobiliser contre la mise à pied du quart des employé-es de la fonction publique.

Ce 16 juin, les forces progressistes se sont unies, paraît-il. Bien de la bonne volonté. Des tonnes de bons sentiments. Mais pas une once d'analyse rigoureuse de la réalité politique. Et les 5000 membres dont on se réclame ne sont pas passés sous les fourches caudines d'un audit sérieux. Mais puisqu'il faut imaginer Sisyphe heureux, constatons sereinement que ce jour-là, étant donné tout ce qui a été notre lot depuis trente ans, ce n'est pas par en avant qu'on s'est lancé, mais bien par en arrière. Encore une fois. Cette agglutination d'adultes consentants n'ayant aucune prise sur le cours des choses, la droite n'en déferlera qu'avec encore plus de force.

Claude Léveillée sans doute réduit pour survivre à des prestations d'aide sociale avait chanté en l'honneur de la Confédération. Depuis, cette chanson qui parle d'un pays triste à se taire passe mal dans la gorge. Ou'un Mario Pelchat soit apparu sur la scène sous l'oeil maternel de la gouverneuse Clarkson, passe encore. Voilà un Moïse qui vient justement de se casser le nez en comédie musicale et qui ne conduira son peuple nulle part, surtout pas dans son pays. Mais quand la Bottine souriante prête son accordéon et ses balades qui fleurissent si bon nos origines françaises au Canada building, on a le coeur qui saigne.

En quelques années, un blond frisé aura donc été remplacé par un brun ténébreux dans cet incessant concours de sirènes aux chants desquelles notre peuple ne sait pas résister. Sans doute est-ce là une manière de refuser d'assumer son destin, en repoussant constamment les échéances, tout en se réclamant d'un nécessaire changement pour mieux assurer la permanence de l'inertie. Ce 16 juin a fait cruellement ressortir notre incroyable incapacité à l'être, Québécois. Mais le désespoir en politique étant une sottise absolue, comme disait l'autre, il faut se prendre à espérer que les 16 juin qui ne manqueront pas d'advenir vaudront la peine d'être vécus.

MICHEL RIOUX

Réserve naturelle

Le Sommet du G8 se tiendra dans une réserve naturelle qui compte un nombre impressionnant d'ours et la plus forte concentration de cougars en Amérique du Nord. N'y a-t-il pas un risque que ce fragile écosystème ne soit menacé par l'introduction de huit requins?



Loi antipauvreté

Loi antipauvreté, faut voir. Le gouvernement songe à augmenter les prestations des assistés sociaux souffrant de contraintes sévères à l'emploi. En clair, une loi pour sortir les infirmes de la misère. Y'était temps!

ADQ, le résumé d'une imposture

S UITE À L'ÉLECTION de trois députés adéquistes aux élections partielles du 17 juin dernier et à la faveur que gagne le parti dans les sondages, on peut se demander si les électeurs connaissent bien les politiques de l'ADQ? Quelles sont les idées que cache la figure bon enfant qu'est Mario Dumont?

1. Privatisation tous azimuts

En éducation: Depuis la révolution tranquille, le Québec a réussi à se donner un système d'éducation public parmi les plus enviables au monde. Dans un élan de responsabilité autoproclamée, l'ADQ entend changer la donne et « arrimer les réseaux d'entreprises aux institutions d'enseignement ». Les portes sont grandes ouvertes aux Cégep-Pepsi et Université-McDonald! Comble de générosité démocratique, le parti de Mario Dumont propose aussi rien de moins que le « financement des institutions scolaires privées ».

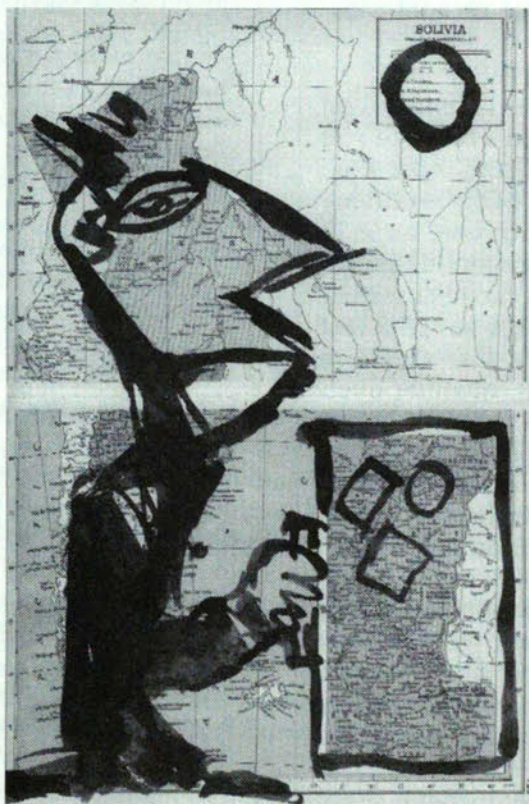
En santé: L'ADQ croit bon d'avoir la « participation du secteur privé dans notre système de santé ». Finies les « vieilles idées » où tous avaient le droit aux mêmes soins sur le même pied d'égalité... Désormais, celui qui a le plus d'argent passe en premier!

Au travail: On peut lire dans le programme de Mario Dumont que le syndicalisme n'est rien de moins que de « l'immobilisme » qui serait défavorable aux travailleurs et travailleuses. Évidemment, en grands démocrates que sont les adéquistes, ils n'ont d'autres choix que d'imposer « un assouplissement des conventions collectives » et de « faire appel à la sous-traitance ».

2. Impôts: encore plus d'argent pour les riches

Pour l'ADQ, le peuple québécois et ses entreprises sont honteusement surtaxés.

L'ADQ propose donc une diminution des taux d'imposition par l'instauration d'un impôt à taux fixe pour les particuliers et par une baisse drastique des impôts pour les entreprises car « notre compétitivité économique en dépend largement », comme tout le monde le sait...



Les partisans de l'impôt à taux unique ont trois arguments principaux pour défendre leurs ingénieuses idées. Examinons-les rapidement.

— L'impôt à taux uniforme est plus simple!

Faux. La complexité de la fiscalité actuelle n'est aucunement due à sa progressivité mais bel et bien à la détermination du revenu, ce qui ne serait en aucun cas simplifié par un taux d'imposition unique. Notre modèle d'imposition pourrait avoir 42 paliers qu'il ne serait pas plus compliqué.

— L'impôt à taux uniforme est plus juste!

Faux. Avec lui, la classe moyenne ne sauvera que quelques centaines de dollars par année tandis que tous les riches patrons du Québec s'en mettront plein les poches.

— L'impôt à taux uniforme permettra d'éviter l'évasion fiscale!

Faux. Car s'il est vrai que l'évasion fiscale est une plaie dans une société démocratique, la majorité des Québécois et Québécoises qui gagnent autour de 25 000 dollars par année ne fréquentent pas beaucoup ces endroits. Les adéquistes devraient aussi nous expliquer en quoi un taux d'imposition uniforme permettrait de stopper l'évasion fiscale chez ceux qui la pratiquent.

3. Question nationale: la girouette

De 1991 à 1992, Mario Dumont œuvre au sein de la Commission-jeunesse du Parti libéral du Québec (PLO), principal adversaire politique de la cause souverainiste. On le retrouve chef de l'ADQ lors du référendum de 1995, où son parti se prononce en faveur du Oui. Aujourd'hui, Dumont se dit contre la tenue d'un nouveau référendum sur l'indépendance du Québec. On comprend mieux le slogan électoraliste du parti: « Du changement pour vrai »...

C'est ici que la réincarnation d'un Robert Bourassa, « mais avec une belle face » (dixit les Zapartistes) se dévoile parfaitement en tentant d'établir « un dialogue ferme, ouvert et respectueux avec nos partenaires de la fédération, pour instaurer les conditions optimales de notre développement économique et social ». Dumont est pour mais serait contre. Ou contre, il peut être pour. Allez savoir... Comment être plus nébuleux?

D'après Maxime Rocheleau, Pierre Desrosiers, Karine Saucier, Agence de presse A-Infos (<http://www.ainfos.ca/>)



Refusé!

Notre chroniqueuse Clode de Guise s'est vue refuser son accréditation comme journaliste au sommet du G8 parce qu'elle œuvre au Couac et à Greenpeace. Ah! la démocratie!

La menace

Heureusement, le pape et ses intégristes sont trop mal en point pour détourner son avion contre la tour du CN.



Santé

Dans le cadre de la venue du pape à Toronto en juillet, les organisateurs ont demandé à Céline Dion de lui chuchoter une chanson, pour ne pas l'achever.



La démocratie directe, un piège

Lorsqu'il présidait l'Assemblée nationale, jusqu'au remaniement qui l'a bombardé ministre, en janvier, Jean-Pierre Charbonneau bousculait la tradition – ou s'agit-il plutôt de vieilles habitudes? – en prenant la parole pour dénoncer sans ménagements la dérive de nos institutions dites démocratiques. Ses prédécesseurs au fauteuil du Salon bleu s'étaient considérés liés par un devoir de réserve.

Constatant le discrédit dans lequel la chose politique est tombée, M. Charbonneau mettait le doigt sur un problème fondamental qui entache aujourd'hui le parlementarisme de type britannique, à tout le moins dans ses versions canadiennes: le pouvoir exécutif a phagocyté le pouvoir législatif. Le Parlement n'est plus qu'un théâtre, et pas des meilleurs, à Québec comme à Ottawa et dans les autres provinces.

On ne peut que féliciter M. Charbonneau. Maintenant que son portefeuille comprend la réforme des institutions démocratiques, il pourra tenter de relâcher la main-mise du gouvernement sur le Parlement, afin que les députés représentent vraiment le peuple plutôt que d'agir en perroquets, louangeant les ministres ou les vitupérant, selon qu'ils siègent à droite ou à gauche.

Dans *Le Devoir* du 6 mai, M. Charbonneau s'explique sur ses intentions. « Il n'est pas question, dit-il, qu'avant les prochaines élections générales, le gouvernement utilise sa majorité parlementaire pour implanter un nouveau système de gouvernance de l'État québécois. (...) Toutefois, il est de l'intention du gouvernement Landry d'engager dès maintenant la réflexion et la discussion publiques qui doivent précéder les changements nécessaires. »

Mais il ajoute, et là il peut y avoir problème: « Le seul aspect de la réforme sur lequel j'ai souhaité que l'on puisse bouger plus vite, c'est l'introduction du pouvoir d'initiative populaire à la Loi sur les référendums ». Ce pouvoir existe, notamment en Suisse et en Californie. On évoque à ce propos la Grèce antique qui aurait pratiqué une « démocratie directe ». En réalité, ce régime était une élite plutôt qu'une démocratie. On peut douter que l'initiative populaire puisse faire bon ménage avec notre parlementarisme fondé sur le principe essentiel de la représentation.

Il est vrai que la Suisse s'en accomode. Mais la Suisse n'est pas un pays comme les autres. Pendant deux grandes Guerres, elle a maintenu sa neutralité au centre d'une Europe à feu et à sang. Elle reste aujourd'hui à l'écart de l'Union européenne. Son régime démocratique a réussi à empêcher l'émergence de leaders populistes dangereux. Comme la Californie, elle s'adapte à l'effet conservateur qu'à la longue, selon les spécialistes, le pouvoir d'initiative populaire.

Mais dans le cas du Québec, ce pouvoir pourrait avoir un autre effet plus nocif, soit celui d'affaiblir un Parlement déjà très faible, vu qu'il est soumis à l'exécutif. En effet, l'initiative populaire permet de contourner les représentants élus du peuple et de faire pression directement sur l'exécutif, pression qui est plus ou moins forte selon que l'initiative populaire est décisionnelle ou consultative. Ainsi, l'institution de ce nouveau pouvoir irait dans le sens contraire des réformes nécessaires, celles qui rétabliraient l'autonomie du Parlement. Il n'y a guère de démocratie sans le mécanisme essentiel de la représentation.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



On s'en fout

Justin Trudeau, fils fendant d'un vieux fendant, est de retour pour de bon à Montréal, nous annoncent les journaux.

Priorité

Des scientifiques viennent de découvrir que des fèves bombardées aux rayons gamma sont moins susceptibles de faire péter ceux qui en mangent. Du coup, il serait sans doute moins important de s'entendre sur l'accord de Kyoto.

Logique?

« Les OGM gagnent du terrain » (*La Presse*, 11-1), « L'Action démocratique de Mario Dumont a facilement raflé trois des quatre circonscriptions en élections complémentaires » (*La Presse*, 18-6).

GAGLIANO PARTI, L'ODEUR PERSISTE:



Les marionnettes de Mario

LA MARIOMANIE, maintenant! Contagion pour rien, comme dans le cas de Céline Dion, le vide, l'apparence, le discours nul, mais la rouerie, celle-ci infinie et qui capitalise précisément sur l'absence de fond.

Tout au long de la campagne électorale et le soir du 17 juin, Mario Dumont, parlant, ne disant rien, n'a fait, à son habitude, qu'enfiler des phrases creuses: jeunesse, nouveauté, différence, faire autrement, les vieux partis, l'avenir radieux, les vrais changements. Du vent.

J'ai vu plusieurs périodes de la politique québécoise. La chronique a beau remonter dans l'histoire moderne du Québec,

on ne trouve d'analogie à cette logorrhée démagogique que ceci: le discours de Duplessis en son temps, lieux communs dans l'air du temps, conformisme conservateur retors, mais chez Dumont, enrobé cette fois-ci de faux progressisme, contre-progressisme en réalité, bazar de

difficiles acquis de quarante ans, révolution rétrograde, mystification réactionnaire organisée, avec militantisme candide et juvénile en guise de caution.

C'EST ASSEZ pervers, ce truc. Contre-révolution tranquille, calque à l'envers d'une entreprise de conquête, glissement historique, liquidation de l'indépendance, vente au détail de la social-démocratie, politique de droite militante populiste, qu'est-ce qui ne sera pas vendu?

Le mentor de Dumont, M. Jean Allaire, brave homme un peu trop généreux, se fit rouler jadis comme un enfant par Robert Bourassa sur la question capitale des nombreux pouvoirs qu'il s'agissait d'aller sortir d'Ottawa pour le Québec, politique que M. Allaire avait conçue, que Bourassa avait acceptée, qui fut votée au PLQ, mais que Bourassa liquidait par la suite en moins de temps qu'il ne faut pour le dire une fois l'obstacle tourné. M. Allaire, victime de cette fourberie, s'en souvient sans doute. Michel David, du *Devoir*, note curieusement qu'au conseil général de l'ADQ d'avant les partielles, M. Allaire, agacé, s'est inquiété sérieusement de la tournure des propos relatifs à la privatisation des services de santé, périlleuse politique.

Dumont, couvé par Allaire, se révèle-t-il plus matois, plus madré que l'original Robert? Moins fiable encore? Se spécialisant dans l'innocence? La mettant dans son jeu? Allaire et Laforest compris? Et spéculant donc sur la bonne foi? Meilleur tireur de fil? Agitant ses cautions ingénues, marionnettes involontaires de Mario?

PIERRE VADEBONCOEUR

PS. Au moment où j'achève cet article, le 19 juin, on apprend avec stupeur que deux ministres québécois, Facal et Boisclair, lorgnent vers l'imposture de Mario. Pareils dégonflés feraient mieux de se mettre en solda. Mario est acheteur. Il achète tous les opportunistes.

L'oeuf ou la poule

« Oui, vraiment, le pouvoir corrompt... » écrit Lysiane Gagnon, à propos des affaires qui ne cessent de s'accumuler, tant à Québec qu'à Ottawa (*La Presse* 25-5). Est-ce le pouvoir qui corrompt, ou la corruption qui mène au pouvoir?

NOS SOUS-MARINS NE FLÔTENT PAS:



Mario Roy, le fascisme et le terrorisme

DANS *La Presse* du 30 mai 2002, Mario Roy signe un éditorial intitulé « Détournement de sens ». Notre homme s'insurge contre l'emploi soi-disant abusif du qualificatif « fasciste ». On en est à qualifier de « fasciste » à peu près n'importe quoi, de la police à la chaîne McDonald's, se scandalise Roy. Le rigoureux éditorialiste nous ramène dans le droit chemin en nous donnant la définition lexicographique du mot « fascisme ».

Comble de l'absurde, on qualifie de « fasciste » le néolibéralisme, note Roy: « [...] le « néolibéralisme ambiant », comme on le lit infailliblement dans les essais à la mode et les lettres ouvertes songées [est qualifié de fasciste]. [...] Cependant, qualifier quelqu'un de « néolibéral », même si cela n'a aucun sens, est une forme de **terrorisme** du langage d'une extrême efficacité. »

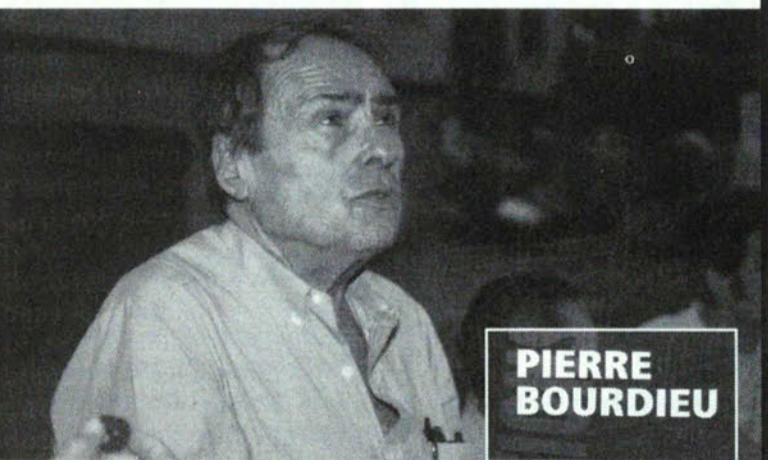
Voilà du Mario Roy à son meilleur, avec toute la rationalité qu'on lui connaît. En effet, si la notion de *fascisme* est employée à toutes les sauces, de façon malhonnête et démagogue, heureusement que celle de *terrorisme* ne l'est pas!

MICHELLE LOSLIER



Pierre Bourdieu

Interventions 1961-2001
Science sociale et action politique



Science sociale et militantisme, loin de s'opposer, peuvent être conçus comme les deux faces d'un même travail d'analyse, de décryptage et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation. La trajectoire illustrée par les textes de ce recueil montre comment la sociologie elle-même s'est trouvée enrichie par l'engagement politique et la réflexion sur les conditions de cet engagement.

488 pages, 32,95\$

Pierre Bourdieu Interventions 1961-2001 • (32,95\$) 488 pages

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
C.P. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Bon de commande à nous retourner

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 32,95\$ (+ tx)

TPS: 143635464



Bush Je baise pas

George Bush a décidé d'augmenter massivement le financement des programmes scolaires dits « abstinence only » et qui prônent une absence totale de relations sexuelles. Il vient de débloquer 135 millions de dollars supplémentaires pour les financer. Les éducateurs (sic) qui acceptent l'argent s'engagent à ne jamais parler de préservatifs à leurs étudiants sauf, à la rigueur, pour en dénoncer la fiabilité. Il ne faut pas baisser du tout ! Ils vont peut-être aller jusqu'à prétendre, comme pour justifier leur interdiction de fumer, que de tirer un coup altère la santé des voisins qui risquent ainsi de devenir des baiseurs passifs. La stupidité crasse de ces coincés du cul n'a pas de limites ! Mais, après tout, ne nous plaignons pas : moins ils baisseront, moins ces cons se reproduiront.

SINÉ

(Charlie Hebdo, N° 520)

PAKISTAN-INDE : DÉMONSTRATIONS DE FORCE



Le Mal

Doublev Bush, Alain Finkielkraut et Mario Roy nous pompent l'air avec leurs forces du Mal. Bien sûr que le Mal existe. Il les motive. Il dirige le monde. Son symbole a remplacé le crucifix. Il s'infiltre partout, même dans ce journal \$\$\$

De l'ordre

« Sharon arrive à son tour à Washington pour plaider la mise au placard d'Arafat » (La Presse, 9-6). Pour être précis, il s'agit en fait d'un placard horizontal en bois avec des poignées sur le côté...

KABOUL : CONCOURS DE T-SHIRTS MOUILLÉS



Lutte au terrorisme

Le 4 juillet, les États-Uniens fêtent l'indépendance de leur pays, résultat d'une série de coups de force et d'une longue guerre que les rebelles livrèrent aux troupes britanniques. Le chef des terroristes de l'époque n'était nul autre que George Washington, dont le visage est imprimé sur les billets de 1\$.



Célébration

Pour souligner plus longtemps l'accession du Timor oriental à l'indépendance, les Russes bombardent les Tchétchènes.

Le progrès

Des savants israéliens sont parvenus à créer un coq sans plumes. Les Palestiniens cherchent toujours quant à eux à créer un État.



Miracle !

On a pu voir à la télévision une bien étrange mascarade : des Palestiniens morts transportés en civières se relever et détalier comme des lapins au bruit des tirs israéliens. Les 70 vierges du paradis devront patienter...

Le doigté de Karzaï, le fric de la CIA

Dans un éditorial intitulé « Le doigté de Karzaï » commentant « l'élection » par la Loya Jirga de l'ancien conseiller de la pétrolière Unocal à la tête du gouvernement provisoire d'Afghanistan, Serge Truffaut écrit : « Karzaï a eu l'intelligence politique de créer des liens suffisamment étroits avec ceux qu'on appelle les seigneurs de la guerre pour que ceux-ci soient ses principaux soutiens. (Le Devoir 15-6) »

L'intelligence politique a un prix. Truffaut n'a sûrement pas lu « Opération paiements infinis » (Rone Tempest et Bob Drogin Los Angeles Times 1-6). « Es-tu prêt à tuer des arabes d'Al Quaida », demande l'officier de la CIA à Haji Mohamed Zaman, un puissant seigneur de guerre Afghan, en lui tendant \$10 000 cash et un rutilant téléphone satellite Thuraya ? « C'est tout ? », répond l'autre », raconte un haut diplomate occidental témoin de la scène.

Selon les auteurs, la CIA aurait dépensé des dizaines de millions en cash pour acheter tout le monde, et des renseignements le plus souvent faux. Un seigneur de la guerre vaudrait autour de 100 000 \$, beaucoup moins pour les petits commandants. Des liasses de billets ont aussi convaincu plusieurs combattants talibans de retourner leur veste, ou de retourner dans leur pays d'origine. Les concessionnaires automobiles de Kaboul font des affaires d'or. Ils ont vendu « des douzaines et des douzaines » de véhicules utilitaires sport. Surtout des Toyota Land Cruisers tout équipés valant 60 000 \$ US, payés cash avec des piles de billets de 100 \$ flambant neufs.

Payer, c'est la technique de la CIA depuis l'implication de États-Unis en Afghanistan pour y attirer les soviétiques, dès 1979. Milton Bearden, un ancien espion à la retraite confie aux journalistes du LA Times qu'à « l'époque, les commandants rebelles adoraient les vestes multipoches de photographe de République de bananes (la veste de Patrick Brown !) et les holsters Bianchi haut de gamme en cuir ». Le kit d'aujourd'hui comprend invariablement un téléphone satellite Thuraya, un symbole de réussite sociale à Kaboul. Les espions britanniques et états-uniens en ont commandé des milliers à 660 \$ pièce.

« Ils transforment ces gens en mercenaires, ils les placent au pouvoir, et ils espèrent voir émerger une démocratie », commente un témoin de « l'intelligence politique » de Karzaï. « La corruption ne peut pas servir de base à la démocratie », conclut-il. On en sait quelque chose.

JACQUES BOUCHARD

Bush : n'importe quoi

Le 27 mai dernier, le président Bush était en visite en Normandie, où il a participé, avec Jacques Chirac, à un hommage rendu aux soldats américains morts lors du débarquement de 1944.

Bien sûr, Bush a fait de l'événement une occasion d'évoquer la guerre contre le terrorisme : « Nous défendons notre liberté contre ceux qui ne supportent pas la liberté, et cette défense nécessitera un sacrifice égal à ceux de nos ancêtres. Ce sacrifice, je vous le promets, nous le ferons, pour le bien des États-Unis, de la France, de la liberté dans le monde entier ». Pour sa part, Jacques Chirac a assuré que Français et Américains gagneraient ensemble le combat pour « éradiquer » la « barbarie terroriste » (Yahoo! France Actualités, 27 mai 2002).

George W. Bush, avec toute sa candeur, s'en va créer une analogie entre les attaques terroristes anti-américaines et l'holocauste, qui a tué plus de 5,5 millions de personnes. Peut-être n'est-il pas au courant que le Ille Reich, notamment, a fait de la France un pays occupé pendant cinq ans. Peut-être pense-t-il que le Ille Reich est un film d'Oliver Stone.

Revenons au sacrifice demandé (plutôt promis) par Bush. Il s'agit de sacrifier la vie de soldats,

un « sacrifice pour le bien de la liberté dans le monde entier ». On croirait entendre un entraîneur dans un camp d'Al Quaida.

Pour stimuler dans son pays le patriotisme — fort utile, quand on exige du peuple qu'il sacrifie des vies — le président américain a consulté Hollywood, rien de moins ! Comme le confirmait en novembre 2001 Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche : « La Maison-Blanche partagera avec la communauté du loisir [notamment Paramount] les thèmes qui sont développés ici et à l'étranger : la tolérance, le courage, le patriotisme. [...] La Maison-Blanche [...] a un grand respect pour la créativité de l'industrie et reconnaît sa capacité à éduquer [la population] à l'intérieur [des États-Unis] et à l'étranger » (La Presse, 8 novembre 2001).

On se demande ce que les États-Unis retiennent de l'histoire, et où est le sérieux, dans la façon dont ils gèrent les relations internationales et traitent les dossiers internationaux. Si Hollywood, reine mondiale de la fiction, devient un outil éducatif, pourquoi les Talibans ne seraient-ils pas un groupe rock ?

MICHELLE LOSLIER

La peine de mort au Texas

Le 28 mai 2002 a été exécuté par injection mortelle, au Texas, Napoleon Beazley, un Noir âgé de 26 ans. À 17 ans, lors du vol d'une Mercedes avec deux copains, Beazley a tué le propriétaire de la voiture, soit le père d'un juge de la cour d'appel des États-Unis...

Le Texas, camp d'entraînement de Georges W. Bush, fait partie des États qui exécutent leurs citoyens pour des crimes commis alors qu'ils étaient mineurs. Le Texas exécute aussi des attardés mentaux et se classe, dans le palmarès des exécutions, très loin devant les 37 autres États où la peine capitale est en vigueur. Depuis 1976 ont eu lieu au Texas 269 des 778 exécutions américaines. Un État-boucherie.

M.L.

(Statistiques : site Internet « Death Penalty Information And Resources », Critical Criminology Division, Département de sociologie de la Northern Illinois University, <http://sun.soci.niu.edu/~critcrim/dp/dp.html>)



Police secrète

Au moment où Doublev Bush annonce la création de sa nouvelle police secrète domestique, le San Francisco Chronicle (9-6, www.sfgate.com/news/special/pages/2002/campusfiles/) publiait un cahier spécial sur les exactions commises dans les campus universitaires de Californie pendant les années 1940-50-60-70, par le FBI, la CIA et Ronald Reagan. On apprend entre autres que Reagan aurait eu un rôle de stool beaucoup plus important qu'il a bien voulu l'admettre, au cours de la période de chasse aux sorcières mcCarthyiste à Hollywood.

Il a fallu 17 ans aux journalistes pour obtenir plus de 200 000 pages de documents déclassifiés des services secrets états-uniens. Dans les années 1960, une grande partie des programmes nationaux, du nucléaire à l'éducation, étaient signalés par les chercheurs universitaires des campus californiens. Le Mouvement de libération de la parole (Free Speech Movement) est né sur les mêmes campus. En 1965, après les premiers sit-in, le patron du FBI Edgar Hoover a commencé à vraiment s'énerver. Il a définitivement pétié les plombs le jour où les services d'éducation ont publié un test d'aptitudes pour les étudiants du secondaire avec la question suivante : « Quels sont les dangers pour une démocratie d'avoir une police nationale, comme le FBI, qui agit secrètement sans être soumise à la critique publique ? ».

Le FBI a immédiatement lancé une violente campagne secrète de dénigrement du milieu universitaire, en communiquant aux médias toutes sortes d'allégations non fondées sur les membres du corps professoral, et sur les étudiants peace and love. Ces opérations secrètes ont détruit la carrière de nombreux professeurs libertaires, y compris le président de l'Université de Californie Clark Kerr, tout en aidant l'élection d'un acteur-politicien d'extrême-droite nommé Ronald Reagan. Un « index de sécurité » fut constitué, avec les noms des terroristes potentiels à être arrêtés sans mandat en cas de crise. Les dangereux criminels inscrits sur cette liste avaient soit manifesté pour la justice sociale, la fin de la discrimination raciale, la paix, la liberté de parole, la fin de la guerre au Vietnam, ou « avaient eu des aventures amoureuses illicites, homosexuelles ou perverses, buvaient avec excès, consommaient des drogues, et avaient commis des actes répréhensibles reflétant leur instabilité mentale ».

Les auteurs concluent avec l'opinion de Jack Dempsey, directeur du Centre pour la démocratie et la technologie à Washington. « L'enquête du Chronicle démontre comment l'espionnage domestique peut déraiper... et la vérité rester cachée au public pendant des années. Dans les années 1950-60, le FBI s'est illégalement attaqué aux citoyens exprimant légalement leur dissidence sous prétexte de combattre le communisme. J'ai bien peur que dans 20 ou 30 ans, quelqu'un écrive l'histoire des exactions du FBI de 2002. »

JACQUES BOUCHARD

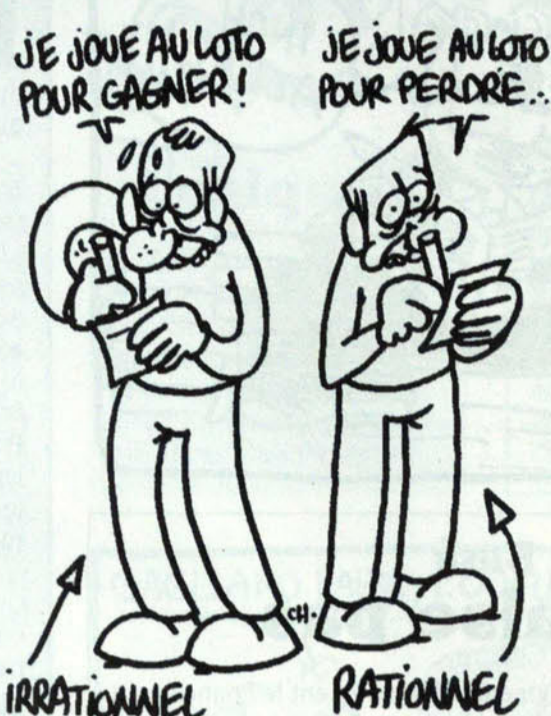
ABONNEZ-VOUS !
www.lecouac.org



Plus de millionnaires

LE MONDE comptait 7,1 millions de millionnaires l'année dernière, soit presque 200 000 de plus qu'en 2000 malgré la tourmente économique et boursière, selon une étude publiée par Merrill Lynch et Cap Gemini Ernst and Young. Les richesses totales de ces individus, qui disposent d'au moins un million de dollars de biens, résidence non comprise, se sont élevées à 26 200 milliards de dollars, soit une modeste progression de 3% par rapport à l'année précédente.

« En dépit des calamités, on a fait de l'argent », a résumé James Greene, en charge des services financiers de l'entreprise de conseil, au cours d'une confé-



rence de presse. Mais « c'est la plus faible progression de la richesse » depuis la première publication du rapport en 1997, a souligné Kelly Martin, qui dirige la division en charge des clients les plus riches chez Merrill. « Néanmoins, compte tenu des conditions extrêmement difficiles sur les marchés financiers, cette progression montre le potentiel de croissance de ce segment de marché », s'est-il réjoui. En 1999, alors que les actions des entreprises de la « nouvelle économie » montaient au ciel boursier, les richesses cumulées des individus les mieux lotis financièrement affichaient encore une progression de 18%. Tout ça grâce à Loto Québec?

Lobbyisme et syndicalisme

Claude Picher, chroniqueur économique sur Mars, écrit sur les lobbies dans l'édition du premier juin de La Presse.

Comme d'habitude, M. Picher tente de neutraliser la pensée critique en amalgamant tout et n'importe quoi. Il met dans le même panier les puissants lobbies des entreprises privées avec les groupes de pression et les militants sociaux. Comme si ces groupes avaient les mêmes moyens financiers et disposaient de la même écoute quand ils rencontrent ministres, sous-ministres et compagnie!

Le chroniqueur craint que le projet de loi sur le lobbyisme créé deux types de lobbies, les « bons » (groupes sociaux, syndicats, etc) qui ne seront pas soumis à la loi, contrairement aux méchants lobbies (entreprises, Conseil du patronat, etc). Sa plus grande peur est qu'avec cette loi, les lobbyistes syndicaux aient plus de poids que ceux des entreprises.

Nous partageons tout à fait son inquiétude. C'est l'évidence même que le libéralisme triomphant et la mondialisation ont rendu les syndicats plus puissants que jamais comme en fait foi le rapport annuel 2001 de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). La CISL a recensé à travers le monde plus de 2 000 arrestations, 1 000 blessés et près de 10 000 licenciements pour activité syndicale. Sans compter qu'en 2001, 223 syndicalistes ont été tués. Bref, partout on note une forte dégradation de l'activité syndicale qui est même interdite par de nombreuses législations, sans parler des zones franches qui sont en général des zones de non droit pour les travailleurs. Une fois de plus les craintes de M. Picher sont fondées. Qu'on se le dise, les lobbies syndicaux contrôlent l'agenda politique et la haute finance!

FRANÇOIS PATENAUDE

Pour finir avec les bombes sales

Ce sont ces bombes de fabrication artisanale qui contiennent des matières radioactives. Leur portée est extrêmement limitée mais elles sont terrorisantes du fait que n'importe quel « crétin » un peu expérimenté peut en fabriquer.

Le gouvernement de George W. Bush impose aux autres pays de se conformer aux traités internationaux sur la sécurité alors que son gouvernement s'est retiré du traité antibalistique ABM, a refusé d'adhérer au traité international sur l'interdiction des armes biologiques et ne respecte pas l'interdiction globale sur les essais nucléaires. Au cours des dix prochaines années, il propose un plan qui nécessite un investissement de 20 milliards de dollars américains de la part des États-Unis et des pays du G7 (excluant la Russie) pour retraiter le plutonium russe et le transformer en MOX (un carburant nucléaire à base d'oxyde d'uranium et de plutonium) utilisé pour le fonctionnement des réacteurs nucléaires. Un plan qui favorise le marché noir des matières radioactives et la prolifération des armes nucléaires. Les bombes sales résultent de politiques sales.



C de G

Le petit cours d'autodéfense intellectuelle 10/12

Deux expériences de psychologie sociale

La psychologie sociale est une discipline qui s'intéresse aux interactions entre individu et société; on y a surtout étudié ce qu'un auteur a appelé l'« emprise invisible » de la société sur l'individu, examinée à travers des notions comme celle de rôle, de statut, d'attitude, de représentation sociale et bien d'autres encore. Et à travers des expérimentations, aussi.

Justement : deux expériences célèbres et étonnantes menées en psychologie sociale sont riches d'enseignements pour la pensée critique. L'expérience de Stanley Milgram sur l'obéissance, d'abord; celle de Solomon Asch sur le conformisme, ensuite.

Ce mois-ci, je vous propose donc de nous pencher sur ces deux expériences et d'en tirer les leçons.

L'expérience de Milgram

Nous sommes au milieu des années soixante, à l'Université Yale. Vous avez répondu à une petite annonce parue dans un journal et vous vous présentez au laboratoire de psychologie pour participer à une expérience portant sur les effets de la punition sur l'apprentissage. Un autre volontaire est là et un chercheur en blouse blanche vous accueille. Il vous explique que l'un de vous deux va enseigner à l'autre des suites de paires de mots et qu'il devra le punir s'il se trompe, le punir en lui administrant des chocs électriques d'intensité croissante. Un tirage au sort vous désigne comme le professeur et l'autre volontaire comme l'élève. On vous conduit dans la salle où se tiendra l'élève et on vous montre la chaise où il sera assis; on vous administre une faible charge électrique pour vous montrer de quoi il retourne. Vous êtes présent pendant que l'on installe l'élève sur sa chaise et qu'on lui place une électrode.

Vous retournez ensuite dans la pièce adjacente avec le chercheur qui vous a accueilli. Il vous installe devant la con-

sole que vous opérerez. Les chocs que vous donnerez s'échelonnent de 15 à 450 volts, progressant par 15 volts. Des indications sont inscrites à côté des niveaux: « choc léger », « choc très puissant: danger ». À partir de 435 volts il n'y a que: XXX. L'expérience commence. À chaque fois que l'élève se trompe, vous administrez un choc, plus fort de 15 volts que le précédent. L'élève se plaint de douleurs à 120 volts; à 150 volts, il demande qu'on cesse l'expérience; à 270 volts, il hurle de douleur; à 330 volts il est devenu incapable de parler. Vous hésitez à poursuivre? Tout au long de l'expérience, le savant n'utilisera que quatre injonctions pour vous inciter à continuer: veuillez poursuivre; l'expérience demande que vous poursuiviez; il est absolument essentiel que vous poursuiviez; vous n'avez pas le choix, vous devez poursuivre.

Vous l'avez deviné: le tirage au sort était truqué, l'élève est un complice, un comédien qui mime la douleur. Bref: c'est vous qui êtes le sujet de cette expérience. Avant de la réaliser, Milgram a demandé à des adultes des classes moyennes, à des psychiatres et à des étudiants, jusqu'où ils pensaient qu'ils iraient. Il leur a aussi demandé jusqu'où ils pensaient que les autres iraient. Personne ne pensait aller, ou que les autres iraient, jusqu'à 300 volts. Mais lors de l'expérience menée avec 40 hommes, âgés de 20 à 55 ans, 63% allaient jusqu'au bout, administrant des décharges de 450 volts.

Les détails de l'expérience, sur lesquels nous ne pouvons nous étendre ici, donnent froid dans le dos. L'expérience de Milgram a été abondamment commentée, reprise, discutée. Mais cette étude expérimentale de la soumission à l'autorité reste une contribution incon-

turnable à notre connaissance de la nature de l'autorité et de son pouvoir à nous faire agir de manière irrationnelle. La leçon que doit retenir le penseur critique est la suivante: ne jamais, jamais accepter de prendre part à une expérience de psychologie à l'Université Yale. Non, ce n'est pas ça. Bon... J'y suis: il faut penser avant d'obéir, toujours se demander si ce qu'on nous demande est justifié, même si la demande provient d'une autorité prestigieuse.

L'expérience de Asch

Vous êtes encore une fois volontaire pour une expérience. On vous conduit dans une pièce où se trouvent neuf chaises disposées en demi-cercle. On vous installe sur l'avant-dernière et peu à peu tous les sièges sont occupés par d'autres participants. On vous projette alors deux cartes simultanément. Sur la première figure une seule ligne, de huit pouces; la deuxième comporte trois lignes, de six, huit et dix pouces respectivement. On vous demande d'identifier la ligne de la deuxième carte qui correspond à la ligne de la première carte. Facile comme tout! Les participants situés à l'autre bout du demi-cercle se prononcent avant vous. Stupeur: ils ne donnent pas la bonne réponse. Tous optent pour la mauvaise ligne. Bien entendu, ce sont tous des complices, encore une fois. La question est: que ferez-vous à votre tour de parler?

Ici encore, les résultats de l'expérience, de manière consistante, ont été troublants. Plus du tiers des sujets se ralliaient à l'opinion du groupe; 75% se ralliaient au moins une fois.

Moralité? Le conformisme est dangereux et il faut, toujours, penser par soi-même. C'est toujours difficile, parfois inconfortable, mais indispensable.

L'énigme du mois dernier: Une seule pesée suffit, à condition de prendre une pièce dans la première pile, deux dans la deuxième, trois dans la troisième... jusqu'à dix pièces pour la dernière pile. Le surplus de poids de toutes ces pièces indique quelle pile est composée de fausses pièces: i.e. s'il est de sept grammes, la pile sept est composée de fausses pièces.

L'énigme du mois est plus difficile et la solution ne sera trouvée que si on connaît le théorème de Bayes. Mais même si on l'ignore, cette énigme vous montrera combien nos jugements intuitifs peuvent errer sur le terrain des statistiques. Supposons une grave maladie mortelle qui affecte une personne sur 1000 au Québec et un test fiable pour la dépister. Fiable comme ceci: si une personne a la maladie, ce test est positif 99 fois sur 100. Mais ce test produit aussi ce qu'on appelle des faux positifs: 2% des patients sains sont déclarés malades. Votre médecin vous annonce que vous avez été testé positif. On vous demande d'évaluer l'urgence de faire votre testament, je veux dire d'avoir la maladie mortelle. Cela se calcule avec le théorème de Bayes. Essayez si vous le connaissez. On arrive à... une chance sur 23! Bien moins bon qu'une sur 1000, c'est vrai, mais pas encore assez pour faire à toute vitesse des arrangements funéraires. Ce paradoxe des faux positifs invite aussi à méditer sur les politiques de santé et notamment les tests de dépistage. Soit un test de dépistage de drogue sûr à 95%; cette drogue est utilisée par 5% de la population. Un individu pris au hasard est testé positif. Quelle est la probabilité qu'il se drogue? 95%? Nenni. Bien plus petit — en gros une chance sur deux!

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca



Frère Vallières

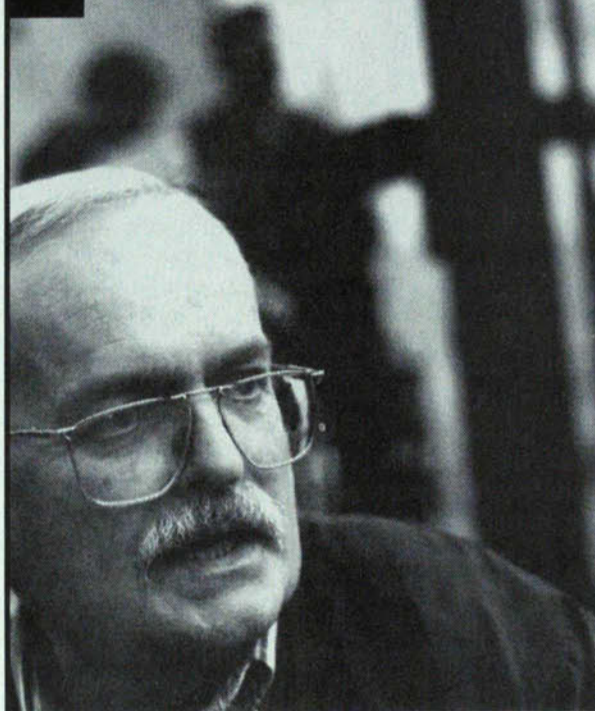


PHOTO: BENOÎT AQUIN

« Pour moi, Vallières, c'était et c'est toujours à la fois Che Guevara et Don Quichotte. »

Pierre Foglia

PIERRE VALLIÈRES était rentré depuis peu d'un séjour en Bosnie. Après avoir vu des snipers là-bas, il voyait ici des anges... Des anges de Sarajevo. Il me parlait durant des heures au téléphone, quasi impossible à interrompre. J'en étais presque venu à craindre la sonnerie de l'appareil. Lui qui, depuis la Crise d'octobre, avait une tendance immodérée à concevoir des échafaudages fragiles placés sous le sceau du complot se surpassait alors en cette matière... De son séjour à Sarejevo, Vallières ne disait cependant pas grand chose dans ses conversations. L'essentiel de son quasi monologue, parfois très articulé, tournait autour de *Nègres blancs d'Amérique*, son maître-livre écrit en 1966 derrière les verrous d'une prison américaine.

Vallières vivait alors dans le quartier gai de Montréal. Ses vêtements élimés ne donnaient qu'un faible indice de son niveau de pauvreté. Il n'avait rien. Plus même toute sa tête. Quelques articles vendus au *Devoir* depuis le pays de l'horreur ultranationaliste n'avaient tout au plus que permis son séjour là-bas puis son retour ici. Le dernier amour de sa vie souffrait du sida. Pour bien des résidents de son quartier, Vallières n'était guère qu'un homme trop maigre qui, malgré le souffle court des cardiaques, tentait d'accrocher à tout prix son cœur à celui de gens qui n'avaient nulle intention de l'écouter.

DANS CE TRISTE état, Vallières en était venu je ne sais comment à accorder un entretien à un journaliste de *La Presse*. Ne voyant rien de ce qui crevait pourtant les yeux, celui-ci avait trouvé de bon ton d'écrire que Vallières reniait tout son engagement en faveur de l'indépendance du Québec! Nous étions plusieurs, après cette lecture, à être encore plus furieux que d'ordinaire contre ce lamentable journal. Peu de temps après, Vallières s'était mis à tout casser dans un bar. Il devenait peu à peu un réel danger pour lui-même autant que pour les autres. Son vieil ami Paul Chamberland et moi avions alors pris sur nous d'entreprendre des démarches légales afin de le placer sous observation psychiatrique. L'avocat Julius Grey, brave homme, surtout lorsqu'il s'agit des droits de la personne, encore

plus lorsqu'il s'agit d'une figure indépendantiste telle Vallières, se fit une joie de nous aider. Vous pouvez toujours avoir un avocat qui connaît la justice, mais les plus efficaces sont toujours ceux qui, comme Grey, connaissent aussi les juges... Lorsque, plus tard, je pris la liberté d'écrire des mots sévères à l'égard des positions politiques de Grey, celui-ci m'envoya ses honoraires pour Vallières qui, du reste, avait fini par consentir de son propre chef à se soumettre à des soins psychiatriques.

À l'hôpital Saint-Luc, dans sa petite chambre, Vallières lisait et relisait deux livres: *Une saison en enfer* de Rimbaud et *L'Espoir* de Malraux. Les deux grands livres de sa vie, me disait-il alors. Il en savait de larges extraits par cœur, les ayant lus et relus au fil des ans. Mais je ne me doutais pas jusqu'à quel point il avait, par ailleurs, aimé un autre livre: la Bible. C'est un vieux professeur, le Père Baillargeon, qui me le fait mieux voir en publiant cette année, en plus de ses observations et de ses souvenirs, quelques documents inédits, dont des lettres que Vallières lui adressa. Ainsi, avant d'être de *Cité libre* et de *Parti pris*, Vallières porta la bure, se fit appeler « Frère Flavien » et tint le Seigneur et Saint-François plus haut que tout.

Dans *Nègres blancs d'Amérique*, Vallières écrivait pourtant que « les Québécois ne doivent rien à l'Église, si ce n'est trois siècles d'obscurantisme ». Or il appert que les Québécois doivent au moins à cette Église, à l'époque plus nationale que catholique, une partie de la formation intellectuelle d'un de leurs plus authentiques révolutionnaires. Peut-être est-ce normal, pour l'époque, mais comment expliquer que Vallières, au milieu des années 1980, replonge dans la religion, comme il le laisse entendre dans certains de ses écrits?

UN AUTRE livre sur Vallières vient de paraître. *Parole d'un nègre blanc* rassemble quelques-uns des textes ponctuels écrits par Vallières au cours de sa vie. Malgré les présentations ternes et somme toute peu éclairantes que signent les anthologistes, ce livre a le mérite de dresser, par les textes mêmes qu'il rassemble, un certain portrait de Vallières au fil du temps. Il y a là, dans plusieurs passages, encore beaucoup de vrai. Entre autres dans celui-ci, où Vallières critique ceux qui confondent révolution et passage de vitres: « Au niveau de l'action, on semble plus souvent préoccupé d'agir au jour le jour, au hasard des prétextes à bombes et à cocktails Molotov, au hasard des manifestations et de certains événements politiques, qu'en fonction d'une stratégie élaborée à partir d'une analyse approfondie des rapports de force au Québec, en Amérique du Nord et dans le monde et avec l'objectif bien précis, non pas de faire du bruit (pour le « kick »), mais de renverser l'ordre établi et d'instaurer un gouvernement québécois pour le peuple du Québec ».

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Constantin Baillargeon, *Pierre Vallières vu par son « professeur de philosophie »*, Montréal, Médiaspaul, 2002

Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Typo, 1994

Pierre Vallières, *Paroles d'un nègre blanc*, anthologie préparée par Jacques Jourdain et Mélanie Mailhot, Montréal, VLB Éditeur, 2002

Noam Chomsky ou l'espoir en l'avenir

APRÈS UNE LONGUE période de purgatoire où son nom avait des relents de soufre dans la gauche bien-pensante, au moins six livres de Noam Chomsky ont été publiés en français l'an dernier. Parmi eux, trois nouveaux titres: *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis* et *De l'espoir en l'avenir* et *Instinct de liberté*. Ces deux derniers titres réunissent les textes d'entretiens sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, le socialisme et l'Union soviétique, ainsi que celui de la présentation de l'édition américaine du livre de Daniel Guérin, *L'Anarchisme*. Simples, roboratifs et rafraîchissants, ces recueils apportent des réponses claires et de bon sens à nombre de questions embrouillées comme à plaisir par les intellectuels au service des puissants.

Pour expliquer cette fonction de ceux qui « font en sorte que les gens soient passifs, ignorants et programmés », Chomsky a pu écrire: « À part peut-être certains secteurs de la physique, la plupart [des questions savantes] peuvent être exprimées à l'aide de mots très simples et dans des phrases très courtes. Mais si vous faites cela, vous ne devenez pas célèbre, vous n'obtenez pas d'emploi, les gens ne révèrent pas vos écrits. Il y a là un défi pour les intellectuels. Il s'agira de prendre ce qui est plutôt simple et de le faire passer pour très compliqué et très profond. Les intellectuels se parlent entre eux, et le reste du monde est supposé les admirer, les traiter avec respect. Mais traduisez en langage simple ce qu'ils disent et vous trouverez bien souvent soit rien du tout, soit bien des truisimes, soit des absurdités. » Attiré par l'anarchisme dès l'adolescence, Chomsky lit l'anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker, le communiste de conseils hollandais Anton Pannekoek et l'écrivain anglais George Orwell. À la suite de Rudolf Rocker, Chomsky considère que « les principales tendances de l'anarchisme [sont] tirées du meilleur du siècle des Lumières et de la pensée libérale classique », s'opposant, de fait, aussi bien à « la doctrine et la pratique marxistes-léninistes » qu'aux « doctrines libertariennes » à la mode dans le monde anglo-saxon. Suivant là encore Rocker, il veut libérer l'homme « des fléaux de l'exploitation, économique et politique, et de l'esclavage social » en cherchant des solutions non dans le parlementarisme ou la conquête et l'exercice du pouvoir d'État, mais dans « la reconstruction de la vie économique des peuples » à partir de la base comme dans l'Espagne de 1936.

Dans les polémiques entre Marx et Bakounine, il rappelle la pertinence des mises en garde de ce dernier contre la « bureaucratie rouge qui instaurerait la pire des gouvernements despotiques ». Il reconnaît néanmoins l'intérêt — et l'ambivalence — de l'œuvre de Marx, avant de souligner, contre les ayatollahs de l'anarchisme « pur sucre », que le marxisme d'extrême gauche de Rosa Luxemburg, Paul Mattick ou Anton Pannekoek « se fonde avec les courants anarchistes ». George Orwell lui a permis de saisir « l'essentiel de la nature de l'État moderne », c'est-à-dire le mensonge d'État dont les exemples abondent. Ainsi le fait d'appeler le Pentagone « département de la Défense » alors qu'il n'a jamais servi qu'à des agressions extérieures, ou de nommer « intérêts américains » les stratégies commerciales des transnationales d'origine états-uniennes.

Contre les mensonges

Durant soixante-dix ans, un double mensonge a également dominé les esprits, compromettant durablement l'action des partisans d'une véritable émancipation sociale. Tout au long de la guerre froide, l'URSS se donnait « l'image d'un État socialiste pour mieux protéger son droit de brandir la matraque », tandis que « les idéologues occidentaux tenaient les mêmes propos afin de se prémunir contre la menace d'une société plus libre et plus juste ». À propos de l'URSS, Chomsky n'hésite pas à déclarer que Lénine et Trotski ont créé des « structures proto-fascistes » converties par Staline « en une des pires horreurs de notre époque » — un rapprochement avec le fascisme auquel, en France, peu, à gauche et à l'extrême gauche, osent encore se risquer treize ans après la chute du mur de Berlin. Mais commentant l'implosion du système soviétique, il observe que « les vainqueurs sont les membres de l'élite occidentale et de l'ex-nomenklatura, devenus plus riches que dans leurs rêves les plus fous ». Concernant le capitalisme, il dénonce « un système de grandes corporations qui exercent un contrôle démesuré sur l'économie, sur les systèmes politiques et sur la vie sociale et culturelle, de concert avec les États puissants, qui eux interviennent de façon massive sur l'économie nationale et les affaires internationales ». Plutôt que de longues et oiseuses considérations sur le prétendu libéralisme des conservateurs, il dénonce simplement avec vigueur ceux « qui veulent mettre un terme aux dîners qu'on sert aux enfants pauvres dans les écoles », mais « demandent par contre l'augmentation du budget alloué au Pentagone [...] afin [...] de faire du gouvernement le "sauveur" de l'industrie de la haute technologie ». Le véritable rôle d'un intellectuel est — en trahissant sa fonction institutionnelle — de dire la vérité « du mieux possible », sur des « problèmes qui importent vraiment » et à destination d'« un public soigneusement ciblé, susceptible d'intervenir pour y apporter des solutions ». Depuis de nombreuses années, Chomsky s'efforce avec constance de le mettre en pratique face aux mensonges et aux sophismes d'État. Dans une conjoncture aussi inquiétante que riche de possibilités de changements radicaux, ce n'est qu'à cette condition qu'un espoir en l'avenir demeure possible...

CJ (Le Rire, No 44)

Noam Chomsky, *Instinct de liberté*, coll. « Instinct de liberté », Comeau & Nadeau, Montréal, 2001

Noam Chomsky, *De l'espoir en l'avenir*, coll. « Instinct de liberté », Comeau & Nadeau, Montréal, 2001

Vieillesse à l'eau bénite

Après s'être énervé le poil des jambes dans sa chronique du *Devoir* parce que les jeunes ignorent tout des stepettes de la liturgie catholique, Denise Bombardier confiait à *La Presse* (9-6) qu'elle écrit toujours à la main. « J'aime la liturgie et sur l'ordinateur je n'en vois pas. » Elle aura beau se faire lifter la tronche à répétition, tant que son cerveau marinera dans l'eau bénite, elle restera d'une autre époque.

Ne pas dire...

N'importe quoi au sujet de la nature? Alain Demers, chroniqueur plein air, vient de lancer un petit livre qui, malgré certains raccourcis vraiment courts, a l'avantage de situer quelques aspects de notre environnement naturel.

Alain Demers, *Pour ne pas dire n'importe quoi au sujet de la nature*, Montréal, Les Intouchables, 2002.



ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Aux vivants

Les Éditions Seghers viennent de rééditer *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire* de Raoul Vaneigem, le célèbre auteur du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. Moins brillant que celui-ci, mais percutant, à plusieurs égards...



Vert forêt

Que sait-on au sujet de cette légendaire forêt québécoise? Somme toute peu de choses. Pierre Dubois vient de faire paraître une nouvelle édition des *Vrais maîtres de la forêt québécoise* (Écosociété). Malgré quelques arguments faibles, c'est éclairant comme tout.



Quand l'arbre gâche la forêt

PAR CLÔDE DE GUISE



LE COMMERCE CLANDESTIN de bois précieux est florissant. Ce bois se trouve dans les dernières grandes forêts anciennes de la planète qui ne couvrent plus que le cinquième de leur superficie d'origine. Au rythme des coupes actuelles, les Nations unies estiment que les dernières canopées forestières, formant une voûte serrée, auront disparu d'ici la fin de la décennie.

La filière acajou au Brésil

Depuis le début des années 1990, l'acajou de la forêt amazonienne est exploité par une véritable mafia liée à l'industrie internationale du bois. Près de 80% des coupes clandestines avaient lieu sur des territoires où l'abattage était formellement interdit, comme les aires protégées et les terres indiennes. L'acajou pousse en solitaire au cœur de la forêt vierge et le repérage se fait par avion. Puis, il faut déboiser des kilomètres et des kilomètres pour faire les routes pour prélever le bois (on calcule un à deux kilomètres par arbre). Du coup, on détruit des hectares de forêts vierges qui abritent une biodiversité étonnante, une des plus riches au monde, et on ouvre la porte à l'exploitation illégale d'autres ressources forestières.

Baptisé l'or vert, l'acajou vaut une fortune: un mètre cube de ce bois peut se vendre jusqu'à 2 500 dollars canadiens. Alertées par les environnementalistes qui ont documenté ce commerce clandestin, parfois au péril de leur vie (certains ont été soumis à de sérieuses menaces de mort et ont dû faire appel à des gardes du corps), les autorités brési-

liennes ont inspecté les zones de coupes illégales, les plans d'exploitation forestière et les scieries. En seulement cinq jours de filature, le gouvernement a saisi quelque 8 000 mètres cubes d'acajou valant sept millions de dollars américains sur le marché international. La saisie totale après quelques semaines s'élevait à 21 000 mètres cubes, totalisant la jolie somme de 52 millions de dollars canadiens.

Deux caïds de l'acajou approvisionnaient les importateurs de bois de la Norvège (DLH Nordisk) et des États-Unis (Aljoma Lumber, J. Gibson McIlvain co. Ltd et Intercontinental Hardwoods) qui l'expédiaient à leurs clients américains, britanniques, néerlandais et allemands. Le bois d'acajou entre dans la fabrication de biens de luxe: yachts, mobiliers, instruments de musique et cercueils.

Le Canada a eu sa part de ce précieux bois pour meubler ses ambassades à travers le monde. L'importateur n° 1 d'acajou au Canada, Gibbard Furniture Shops Ltd, situé en Ontario, recevait les commandes du gouvernement. Un ensemble de salle à dîner coûtait 20 000 dollars canadiens, ma chère!

Le Québec n'est pas en reste. L'importateur/exportateur C.I. Braber Inc. (Lambton, PQ) est le distributeur d'acajou ici. Ainsi, des entreprises de placage à Saint-Raymond et Victoriaville auraient acheté du placage d'acajou pour la finition de meubles qu'on retrouve dans des hôtels et des restaurants «chic & swell» de la province.

En décembre dernier, le gouvernement brésilien a suspendu tous les plans de gestion forestière liés à l'acajou, à l'exception des plans certifiés ou en processus de certification par le Conseil de bonne gestion forestière (Forest Stewardship Council) qui impose les normes du développement durable.

Saviez-vous que les importateurs ont confié avoir été surpris du fait que le bois d'acajou qu'ils achetaient provenait de coupes clandestines? Par exemple, le Canada savait depuis longtemps que la majorité du bois d'acajou était coupé illégalement, mais de là à faire le calcul de 1 et 1 font 2, c'était semble-t-il trop lui demander. L'arbre cache la forêt, c'est bien connu!

Forêt et terrorisme au Libéria

Le Canada importe des bois précieux des forêts libériennes en Afrique de l'Ouest, le Iroko et le Doussie. Le prélèvement de ces arbres met en péril les écosystèmes fragiles dans lesquels ils poussent. Ces arbres sont abattus notamment par Oriental Timber Company qui, au dire du Conseil de sécurité des Nations unies, est impliqué dans le trafic illicite d'armes au profit du régime dictatorial du Président du Libéria, Charles Taylor. Ce dernier est connu pour ses liens étroits avec des

groupes terroristes internationaux dont Al Qaida.

Au rythme des coupes actuelles, les Nations unies estiment que les dernières canopées forestières auront disparu d'ici la fin de la décennie.

Ces bois entachés de sang sont achetés par Shelman, le principal fournisseur de bois africain au monde. Bois qui servent principalement à la fabrication de planchers de grande qualité. Le distributeur exclusif de ces bois au Canada est

Goodfellow Inc. qui s'est engagé à cesser d'acheter ces bois libériens depuis qu'il a su que ce bois était lié aux activités terroristes.

La pointe de l'iceberg

Ce n'est que lorsque les dénonciations sont publiques et incontournables que l'industrie du bois montre patte blanche (ou «branche verte»). Les deux exemples précédents ne sont que la pointe de l'iceberg dans le très lucratif marché clandestin des bois précieux prélevés au cœur des dernières grandes forêts vierges de la planète en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. La communauté scientifique internationale reconnaît ces forêts comme des écosystèmes inestimables qui doivent être préservés le plus intacts possible. Or, le Canada est le seul pays du G8 à ne pas se battre vigoureusement pour la sauvegarde des dernières forêts anciennes. Les mobiliers en acajou des ambassades canadiennes valent-ils de «dévierger» les forêts vierges?



Wall Street en croisade Merrill Lynch

Une nouvelle guerre contre l'Irak serait une aubaine pour les fabricants de bombes. D'où le bon conseil donné à ses clients par la prestigieuse banque américaine Merrill Lynch: investissez dans l'industrie militaire! Plus on tuera d'Irakiens, et plus on multipliera nos dividendes...

Dieu, que la guerre est jolie! George W. Bush est encore à se palper les testicules en louchant sur Bagdad que déjà, son strabisme belliqueux fait venir l'eau à la bouche des banquiers. Ainsi, dans une «note de conjoncture» publiée en février dernier, la banque d'investissements Merrill Lynch se réjouit des bonnes affaires à venir: «Une campagne militaire en 2002 et 2003 contre le régime de Saddam Hussein devrait profiter aux actions des sociétés qui fabriquent des munitions». Avis aux amateurs: une bonne grosse tuerie se prépare, c'est le moment d'acheter. À vrai dire, pas besoin d'être trader à Wall Street pour savoir que la guerre est source de profits. La chose est notoire depuis que l'extermination d'hommes de Cro-Magnon a fait la fortune des tailleurs de silex. Mais les experts de Merrill Lynch ne se contentent pas d'énoncer des évidences. Dans leur document, ils étudient les différents scénarios d'une attaque sur l'Irak, envisagés sous l'angle de leurs retombées boursières. Un travail précieux car, comme ils le disent placidement, «les scénarios ne sont pas tous aussi favorables pour l'ensemble des valeurs».

L'option la plus favorable, du point de vue spéculatif, est évidemment celle d'une guerre aérienne. Dans cette hypothèse, la banque recommande deux placements: Alliant Techsystems, qui réalise 42% de ses ventes dans les munitions et les moteurs de missiles, et Raytheon, qui fabrique notamment les missiles Tomahawk, déjà utilisés en Irak et en Afghanistan. Une avalanche de bombes tombées du ciel, c'est facile et ça rapporte gros.

Le mort irakien, coté au Dow Jones

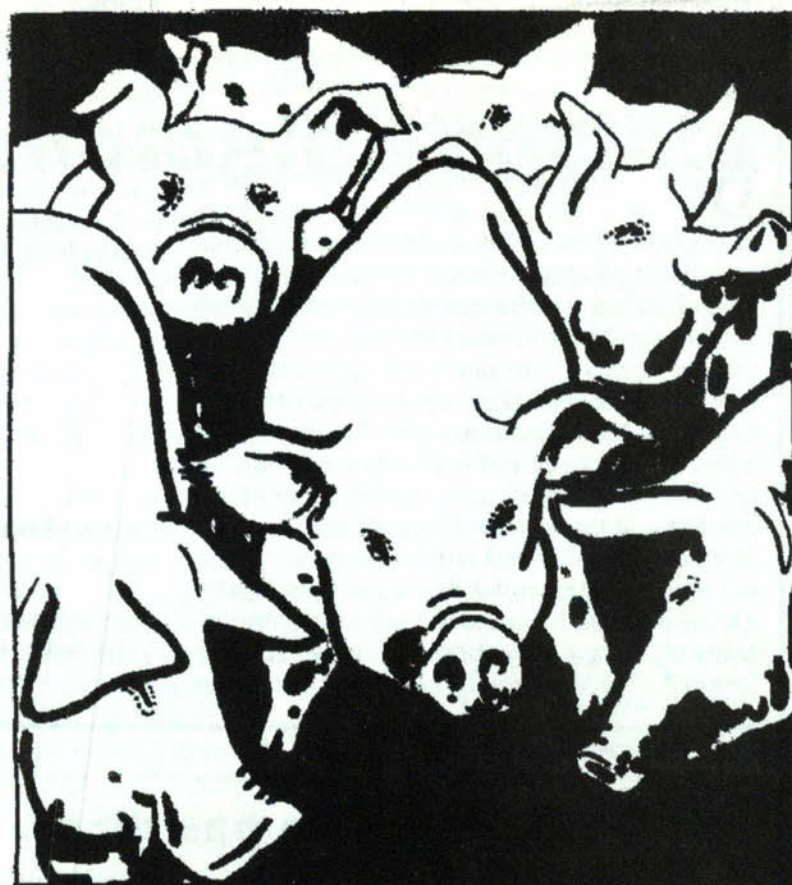
Le scénario d'une guerre au sol a aussi ses avantages: «Cette phase serait décisive pour Alliant Techsystems et General Dynamics, parce qu'ils fournissent des munitions pour les tanks et les hélicoptères d'attaque». L'inconvénient, c'est que personne n'est en mesure d'évaluer avec certitude le degré de résistance des troupes irakiennes. Or le capital déteste l'incertitude. «On ne peut exclure des réactions non conventionnelles [sic]

de l'Irak, comme les bombardements chimiques ou biologiques de ses voisins», subodore Merrill Lynch. En pareil cas, «il y aurait un besoin supplémentaire de fonds pour aider les victimes d'armes de destruction massive, ce qui pourrait enlever des ressources au ministère de la Défense», et réduire d'autant les gains des boursicoteurs. On gagne au grattage, mais on perd au tirage. Enfin, l'implication de l'Irak ou de la Russie dans le conflit entraînerait «des pertes plus élevées pour les avions et les véhicules américains». Les industriels de l'aéronautique militaire et civile – Boeing et Lockheed – seraient alors les principaux bénéficiaires du bain de sang. A moins, bien sûr, que le trafic aérien soit «de nouveau touché par les craintes d'attaques terroristes», auquel cas les effets boursiers s'annuleraient. En d'autres termes: la fortune que je peux amasser en écrabouillant les Irakiens, je risque de la reperdre dans les attentats-suicide. Cornélien...

La misère vaut de l'or

Mais ces quelques doutes ne viendront pas altérer l'enthousiasme des gros porteurs, qui sont aussi des patriotes: non seulement on va foutre sur la gueule des Arabes, mais en plus on va se faire des couilles en or! Les patriotes ont raison d'avoir confiance. D'ores et déjà les cours de l'industrie militaire américaine sont à la hausse, la guerre produit des bénéfices avant même qu'elle éclate, merci Merrill Lynch. Dans le monde délirant de la finance, il suffit que les «marchés» claironnent que les cours vont monter pour qu'ils montent effectivement. Or qui c'est, les marchés? C'est Merrill Lynch! La crème des winners, le nirvana des Jean-Pierre Gaillard. Une multinationale aux gains vertigineux (3,8 milliards de dollars de bénéfices pour l'année 2000) nichée au cours de Wall Street. Des «conseils en investissement» que les capitaux du monde entier s'arrachent à prix d'or. Au milliardaire en quête de loterie spéculative, Merrill Lynch vend le numéro gagnant. Une saloperie doit se commettre quelque part, menaçant de chômage, de misère ou de mort des populations entières? Merrill Lynch vous refille le tuyau avant tout le monde. Fonds de pension, privatisations, plans sociaux, politiques de réajustement sous patronage du FMI, corruption, guerres, peste bubonique: tout est bon dans le cochon, du moment qu'on a la recette du boudin.

OLIVIER CYRAN
(Le Rire, N° 45)



Les gens bons

Maxime Arseneau, ministre de l'Agriculture, et André Boisclair, ministre d'un peu tout et aussi de l'Environnement, ont tenu à faire une précision importante ce printemps. Ils ont démenti une affirmation de l'Union paysanne voulant qu'il y ait plus de porcs que de contribuables au Québec. Certes, on «produit» neuf millions de porcs par année dans la Belle province, ont-ils admis, mais ils ne sont pas tous vivants en même temps! Car voyez-vous on les tue plus vite que les contribuables, ce qui change tout. Heureuse précision. En fait, on abat annuellement sept millions de porcs au Québec et il n'y a jamais plus de 3,7 millions de porcs vivants sur le territoire en même temps.

Nous voilà donc rassurés: nous sommes plus nombreux que les porcs. Ouf! Une autre précision très utile qui permet de balayer le lisier sous le tapis. Nous oublierons ainsi pour quelque temps encore que des nappes phréatiques au Québec sont menacées par l'épandage du lisier de porc.

FRANÇOIS PATENAUDE

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org